**PREMIÈRE CONFÉRENCE DES HAUTES PARTIES
CONTRACTANTES AU PROTOCOLE V RELATIF
AUX RESTES EXPLOSIFS DE GUERRE, ANNEXÉ
À LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU
LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES
ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT ÊTRE
CONSIDÉRÉES COMME PRODUISANT
DES EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU
COMME FRAPPANT SANS DISCRIMINATION**

CCW/P.V/CONF/2007/SR.1

10 décembre 2007

FRANÇAIS

Genève, 5 novembre 2007

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1^{re} SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le lundi 5 novembre 2007, à 10 heures

Président provisoire: M. CAUGHLEY (Secrétaire général adjoint de la Conférence du désarmement et Directeur du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement)

Président: M. LANDMAN (Pays-Bas)

SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DES HAUTES PARTIES
CONTRACTANTES AU PROTOCOLE V ANNEXÉ À LA CONVENTION SUR
L'INTERDICTION OU LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES ARMES
CLASSIQUES QUI PEUVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME PRODUISANT DES
EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU COMME FRAPPANT SANS
DISCRIMINATION

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU COMITÉ PRÉPARATOIRE

ÉLECTION DU PRÉSIDENT

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

NOMINATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE

ORGANISATION DES TRAVAUX, Y COMPRIS CEUX DE TOUS ORGANES
SUBSIDIAIRES DE LA CONFÉRENCE

ÉLECTION D'AUTRES MEMBRES DU BUREAU DE LA CONFÉRENCE

ADOPTION DE DISPOSITIONS POUR POURVOIR AUX COÛTS DE LA CONFÉRENCE

GE.07-64277 (F) 071107 101207

SOMMAIRE (*suite*)

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

ÉCHANGE DE VUES GÉNÉRAL

EXAMEN DE L'ÉTAT ET DU FONCTIONNEMENT DU PROTOCOLE

EXAMEN DES QUESTIONS CONCERNANT L'APPLICATION NATIONALE DU
PROTOCOLE, Y COMPRIS LA PRÉSENTATION OU LA MISE À JOUR DE RAPPORTS
NATIONAUX ANNUELS

PRÉPARATION DES CONFÉRENCES D'EXAMEN

La séance est ouverte à 10 h 20.

OUVERTURE DE LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES AU PROTOCOLE V, ANNEXÉ À LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME PRODUISANT DES EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU COMME FRAPPANT SANS DISCRIMINATION (point 1 de l'ordre du jour provisoire)

1. Le PRÉSIDENT PROVISOIRE déclare ouverte la première Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination. Il rappelle que le Protocole V, adopté en novembre 2003, est un instrument important qui, s'il est respecté scrupuleusement, devrait permettre de réduire considérablement le nombre des victimes des restes explosifs de guerre. C'est aux États parties au Protocole V qu'il appartient d'en faire le meilleur usage possible et d'établir le cadre de coopération internationale voulu, pour le bien de tous.

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU COMITÉ PRÉPARATOIRE (point 2 de l'ordre du jour provisoire) (CCW/P.V/CONF/2007/PC/3)

2. Le PRÉSIDENT PROVISOIRE rappelle qu'en application d'une décision de la troisième Conférence des Hautes Parties contractantes chargée de l'examen de la Convention [décision 6, Déclaration finale, CCW/CONF.III/11 (partie II)] le Comité préparatoire de la première Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V s'est réuni à Genève le 18 juin 2007. Les décisions et recommandations du Comité préparatoire sont consignées dans son rapport d'activité publié le 22 juin 2007 sous la cote CCW/P.V/CONF/2007/PC/3.

ÉLECTION DU PRÉSIDENT (point 3 de l'ordre du jour provisoire)

3. Le PRÉSIDENT PROVISOIRE rappelle que le Comité préparatoire a décidé de désigner l'Ambassadeur des Pays-Bas, M. Johannes C. Landman, Président de la première Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 25 de son rapport d'activité (CCW/P.V/CONF/2007/PC/3). Le Président provisoire invite les délégations à confirmer cette décision.

4. *Il en est ainsi décidé.*

5. *M. Landman (Pays-Bas) prend la présidence.*

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 4 de l'ordre du jour provisoire) (CCW/P.V/CONF/2007/PC/3, annexe III)

6. Le PRÉSIDENT appelle l'attention sur l'ordre du jour provisoire figurant à l'annexe III du document CCW/P.V/CONF/2007/PC/3, et signale que les points 10 à 13 constitueront l'essentiel des travaux de la Conférence. Il croit comprendre que la Conférence souhaite adopter ledit ordre du jour provisoire.

7. *Il en est ainsi décidé.*

ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR (point 5 de l'ordre du jour)
(CCW/P.V/CONF/2007/PC/3, annexe IV)

8. Le PRÉSIDENT, rappelant que le Comité préparatoire est convenu, au paragraphe 23 de son rapport d'activité (CCW/P.V/CONF/2007/PC/3), de recommander à la première Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V le projet de règlement intérieur figurant à l'annexe IV dudit rapport, suppose que la Conférence souhaite adopter le projet de règlement intérieur.

9. *Il en est ainsi décidé.*

NOMINATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE (point 6 de l'ordre du jour)

10. Le PRÉSIDENT, rappelant que le Comité préparatoire est convenu, au paragraphe 26 de son rapport d'activité (CCW/P.V/CONF/2007/PC/3), de nommer M. Peter Kolarov, spécialiste des questions politiques au Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement, Secrétaire général provisoire de la première Conférence, croit comprendre que la Conférence accepte de confirmer cette nomination.

11. *Il en est ainsi décidé.*

ORGANISATION DES TRAVAUX, Y COMPRIS CEUX DE TOUS ORGANES
SUBSIDIAIRES DE LA CONFÉRENCE (point 7 de l'ordre du jour)

12. Le PRÉSIDENT rappelle que le Comité préparatoire a décidé que, la première Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V étant de courte durée, un programme de travail ne s'imposait pas (par. 24 de son rapport d'activité). Il propose donc d'entamer l'échange de vues général à la séance plénière du matin, puis de le poursuivre à la séance de l'après-midi, et d'aborder ensuite l'examen et l'adoption du document final de la Conférence, se réservant la possibilité de passer en consultations informelles au cas où une question particulière l'exigerait. En l'absence d'observations de la part des délégations, le Président considère que la Conférence souhaite procéder ainsi.

13. *Il en est ainsi décidé.*

ÉLECTION D'AUTRES MEMBRES DU BUREAU DE LA CONFÉRENCE (point 8 de l'ordre du jour)

14. Le PRÉSIDENT rappelle que le Comité préparatoire a désigné l'Ambassadeur d'Inde, M. Jayant Prasad, et l'Ambassadeur de Lituanie, M. Edvardas Borisovas, Vice-Présidents de la Conférence (par. 25 du rapport d'activité).

15. *Il en est ainsi décidé.*

ADOPTION DE DISPOSITIONS POUR POURVOIR AUX COÛTS DE LA CONFÉRENCE
(point 9 de l'ordre du jour)

16. Le PRÉSIDENT rappelle qu'au paragraphe 27 de son rapport d'activité le Comité préparatoire a approuvé les coûts estimatifs de la première Conférence des Hautes Parties contractantes tels qu'ils figurent à l'annexe II dudit rapport, et souligne que, ces montants ayant été établis sur la base du volume de travail prévu, ils seront calculés après la clôture de la Conférence, une fois les dépenses pertinentes comptabilisées. Il croit comprendre que la Conférence souhaite adopter ces dispositions.

17. *Il en est ainsi décidé.*

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

18. M. CAUGHLEY (Secrétaire général adjoint de la Conférence du désarmement et Directeur du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement) donne lecture du message suivant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies:

«C'est pour moi un grand plaisir de saluer les participants à cette première Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V, annexé à la Convention sur certaines armes classiques.

Tout conflit génère des restes explosifs de guerre – munitions abandonnées ou n'ayant pas fonctionné comme prévu. Ce sont des dangers terribles, en sommeil, qui exposent les civils à des risques particuliers. Ils continuent de mettre des vies en péril longtemps après la fin des hostilités et entravent la reconstruction socioéconomique des sociétés qui peinent à émerger des ravages de la guerre.

L'existence de restes explosifs de guerre ne présente aucun avantage sur le plan militaire. Il est dans l'intérêt de tous de veiller à en réduire au minimum et, si possible, en éliminer les dangers pernicieux qu'ils présentent pour les populations et l'environnement.

Le Protocole V est un outil important pour s'attaquer aux conséquences énormes sur les plans humanitaire et du développement de ces menaces mortelles. Je félicite les 35 États parties qui jusqu'ici ont adhéré au Protocole, et les engage instamment à faire le meilleur usage possible de ses dispositions et à veiller à en faire un cadre à la fois souple et stable pour la coopération internationale.

Vous, États parties, avez ici une occasion unique de promouvoir l'application du Protocole. Pour que cette application soit effective et probante, vous allez devoir appuyer vigoureusement l'enlèvement, le retrait et la destruction des restes explosifs de guerre. Vous allez devoir mettre en commun vos expériences et vos informations, et coopérer étroitement les uns avec les autres. Vous allez devoir en outre mobiliser les ressources voulues et contribuer à l'assistance fournie aux victimes.

J'invite les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier et appliquer sans tarder le Protocole V. En attendant leur adhésion au Protocole, je les invite aussi à en appliquer, à leur gré, les dispositions. Je saisis cette occasion pour rappeler aux États l'obligation qui leur incombe de veiller à la protection efficace des populations civiles lors des conflits.

Comme toujours, l'ONU est toute disposée à vous apporter son aide pour débarrasser la planète des restes explosifs de guerre. C'est dans cet esprit de coopération que je vous adresse tous mes vœux de pleine réussite pour votre réunion.»

ÉCHANGE DE VUES GÉNÉRAL (point 10 de l'ordre du jour)

19. Avant de lancer l'échange de vues général, le PRÉSIDENT appelle l'attention des délégations sur trois documents de séance – le recueil de projets de décisions (CCW/P.V/CONF/2007/CRP.1), le projet de masque de saisie électronique des données (CCW/P.V/CONF/2007/CRP.2) et le projet de formules de présentation des rapports nationaux (CCW/P.V/CONF/2007/CRP.4) – et il les prie de faire part de leurs vues, en particulier sur les deux derniers.

20. M. PEREIRA GOMES (Observateur du Portugal), s'exprimant au nom de l'Union européenne, de pays candidats à l'adhésion (Croatie et ex-République yougoslave de Macédoine), de pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro et Serbie), de pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen (Islande et Liechtenstein), ainsi que de l'Ukraine, de Moldova, de l'Arménie et de la Géorgie, trouve encourageant que, moins d'un an après l'entrée en vigueur du Protocole V, 35 États y aient adhéré. L'Union européenne soutient l'action menée en vue de l'universalisation et de l'application véritable de cet instrument, pour le bien des civils qui souffrent des effets des restes explosifs de guerre dans les situations faisant suite à des conflits. Elle invite les États parties à la Convention qui n'ont pas encore adhéré au Protocole V à le faire sans plus tarder, et encourage les États parties à faire part au cours de la réunion de l'état d'avancement du processus national qu'ils ont engagé pour devenir parties au Protocole V. L'Union européenne se félicite des conclusions et recommandations énoncées par le Comité préparatoire dans son rapport d'activité (CCW/P.V/CONF/2007/PC/3) ainsi que des ajustements adoptés *ad referendum* et attache une importance particulière à la poursuite de la mise au point d'un mécanisme visant à faciliter les consultations, la coopération et l'assistance.

21. M^{me} MILLAR (Australie) indique que son pays est devenu partie au Protocole V le 4 juillet 2007. Cet instrument représente un progrès important et concret pour réduire les risques humanitaires des restes explosifs de guerre. La stratégie australienne de lutte antimines, pour laquelle des contributions de 75 millions de dollars sur cinq ans ont été annoncées, vise à atténuer les souffrances humaines et les répercussions socioéconomiques des mines terrestres et autres restes explosifs de guerre par l'enlèvement des engins, l'éducation aux risques, l'assistance aux survivants et la destruction des stocks. L'Australie cherche à fournir une assistance intégrée et efficace, notamment par des promesses de contribution sur plusieurs années et en associant son aide à des programmes de développement. Elle a ainsi alloué 12 millions de dollars à l'enlèvement des mines terrestres et des restes explosifs de guerre au Cambodge, et 1,5 million de dollars à l'assistance aux victimes de ces engins au Viet Nam. Elle a également promis 2,5 millions de dollars pour des opérations analogues au Liban.

22. L'Australie souhaite vivement que la Réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention adopte un mandat de négociation sur les munitions en grappe. Convaincue que l'adhésion universelle et l'application effective du Protocole V contribueront beaucoup à réduire les risques présentés par toutes les formes de restes explosifs de guerre, y compris les munitions en grappe, la délégation australienne invite instamment tous les États parties à la Convention à adhérer au plus tôt à ce protocole.

23. M. SHARMA (Inde), soulignant l'attachement particulier de son pays au Protocole V, énonce les mesures prises par le Gouvernement indien pour appliquer cet instrument, depuis son entrée en vigueur, en novembre 2006, notamment celles ayant trait à la diffusion de l'information sur le Protocole V auprès des forces armées: séminaires et exposés, cours obligatoires, distribution de brochures et manuels, échanges de vues et d'informations entre les fonctionnaires des différents ministères. Sur le plan technique, les mesures préventives générales et les prescriptions techniques énoncées dans le Protocole sont portées à la connaissance des personnes concernées et toutes les mesures voulues relatives à la sécurité et à la protection des munitions sont effectivement prises. En outre, les spécialistes qui manipulent les munitions sont régulièrement formés aux dernières techniques et méthodes mises au point dans le domaine.

24. Précisant ensuite sa position sur les munitions en grappe, la délégation indienne indique que, tout en ayant conscience des problèmes humanitaires résultant de l'emploi de telles munitions, elle ne peut nier les avantages militaires particuliers que ces armes présentent en termes d'économie d'efforts et de surface couverte en zone de combat. Leur utilisation est licite et légitime, pourvu que l'on respecte le droit international humanitaire en veillant à protéger les civils. Par ailleurs, le recours à des munitions de substitution plus précises et plus fiables risque d'accroître le coût de ces armes. En outre, l'Inde voit dans les munitions à guidage terminal et les munitions amorcées par capteur une nouvelle génération de munitions en grappe, et non pas des munitions de substitution.

25. La délégation indienne conclut en se disant disposée à débattre des meilleurs moyens de remédier aux problèmes humanitaires causés par les munitions en grappe, si ce débat s'inscrit aussi dans la perspective du principe de nécessité militaire. Par ailleurs, elle compte faire part ultérieurement de ses vues sur le projet de masque de saisie électronique des données proposé dans le document CCW/P.V/CONF/2007/CRP.2.

26. M. BERSHEDA (Ukraine) rappelle que la délégation ukrainienne s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne. L'Ukraine considère que la création d'une base de données séparée représente un élément important pour la mise en œuvre du Protocole V, et elle encourage les Hautes Parties contractantes à fournir des données par le biais de leurs rapports nationaux. La base de données peut en particulier favoriser une coopération efficace entre les États pour régler le problème des restes explosifs de guerre. L'Ukraine serait favorable à ce que le mécanisme relatif à la demande et à la fourniture de l'assistance soit évalué à la session de 2008 du Groupe d'experts gouvernementaux.

27. L'Ukraine a dû faire face à une situation d'urgence au dépôt de munitions d'artillerie de Novobohdanivka où étaient stockées des roquettes et des munitions de l'ex-Union soviétique, dans une région où vivent plus de 200 000 personnes et comptant de nombreuses installations dangereuses, dont une centrale nucléaire. Des incendies survenus entre 2004 et 2006 ont provoqué l'explosion de 57 000 à 60 000 tonnes de munitions qui ont été dispersées dans un

rayon de 40 kilomètres; l'économie de la région et la population civile ont subi un préjudice matériel considérable. En janvier 2006, le Gouvernement ukrainien a approuvé un programme pour la période 2006-2008 visant à remédier aux conséquences de ces accidents dans le domaine environnemental et en matière de santé et de sécurité de la population locale et à reconverter à terme le dépôt en zone d'activités commerciales. Ce programme a permis de déblayer plus de 125 hectares pollués par les munitions non explosées et de désactiver et détruire plus de 16 100 tonnes de munitions en réduisant ainsi les risques d'incendie et d'explosion. L'Ukraine a bénéficié d'une assistance efficace fournie par des pays donateurs dans le cadre du projet conjoint OSCE-Ukraine, grâce à laquelle les spécialistes ukrainiens travaillant au dépôt ont pu recevoir rapidement des équipements modernes qui ont contribué à améliorer la sécurité du personnel. Au vu de ces résultats positifs, l'Ukraine souhaite poursuivre sa coopération avec la communauté internationale afin de débarrasser son territoire des munitions non explosées, restes des dernières guerres.

28. Rien qu'entre 2005 et 2007 l'Ukraine a retiré et détruit plus de 220 400 munitions non explosées. Certains territoires de Kiev, Kertch et Sébastopol, ainsi que les eaux de la mer Noire et de la mer d'Azov, font partie des zones les plus gravement contaminées par les munitions. L'Ukraine n'est pas en mesure de s'attaquer seule et dans des délais raisonnables au problème de la prévention des situations d'urgence. Les objectifs ambitieux du Protocole V pourront être atteints si tous les États unissent réellement leurs efforts.

29. La question des armes et des munitions classiques mises hors service reste un grave problème, source d'importantes préoccupations sur les plans humanitaire, écologique et économique et sur celui du développement. Les millions de tonnes de munitions classiques héritées de l'Union soviétique constituent une menace directe pour la santé et l'environnement non seulement en Ukraine, mais aussi dans les pays voisins. L'Ukraine est prête à renforcer sa coopération avec la communauté internationale dans ce domaine afin de régler complètement ce problème.

30. M. KOSHELEV (Observateur de la Fédération de Russie) dit que sa délégation soutient la recommandation formulée par le Comité préparatoire concernant la création d'une base de données au titre de la mise en œuvre du Protocole V au niveau national, ainsi que la disposition qui prévoit que les informations sensibles doivent faire l'objet d'un accès restreint et ne doivent être transmises qu'aux Hautes Parties contractantes.

31. En ce qui concerne la présentation des rapports nationaux, la Fédération de Russie a, pour sa part, inclus certains points relatifs à l'application du Protocole V dans son rapport sur la mise en œuvre de la Convention et de tous les protocoles y annexés.

32. L'idée concernant la création d'un mécanisme de consultation et de coopération qui revêtirait la forme de réunions informelles d'experts nécessite une réflexion plus poussée. Selon la délégation russe, l'essentiel est de mettre en œuvre les décisions relatives à l'établissement d'un mécanisme de contrôle du respect de la Convention adoptées à la troisième Conférence d'examen de la Convention en novembre 2006.

33. La Fédération de Russie s'apprête à ratifier le Protocole V. Dans la pratique, elle en applique déjà pleinement toutes les dispositions. Ainsi, des dizaines de milliers de restes explosifs de guerre divers sont désactivés chaque année en Russie, et la population est tenue

régulièrement informée des dangers liés à ces munitions. Un cadre législatif adéquat est à l'étude. Toute une série de mesures visant à mettre en œuvre les dispositions énoncées dans l'annexe technique au Protocole sont organisées régulièrement à l'intention du personnel militaire de la Fédération de Russie.

34. La Fédération de Russie est prête à fournir une assistance dans le cadre des opérations internationales humanitaires de déminage et de désactivation des restes explosifs de guerre, notamment en utilisant les ressources du Ministère des situations d'urgence, et à former des experts dans ce domaine.

35. De vastes territoires, théâtres d'hostilités durant la Seconde Guerre mondiale, restent pollués par des engins explosifs qui constituent une menace réelle pour la population. Le nettoyage complet de ces zones nécessite d'importants moyens financiers et humains. À cet égard, la Fédération de Russie est favorable à la mise en place d'une coopération internationale, avant tout avec les pays voisins. Le Ministère russe des situations d'urgence a déjà obtenu des résultats positifs dans l'exécution, conjointement avec l'organisme suédois des services de secours, du projet d'enlèvement d'engins explosifs sur l'île de Bolchoï Tyouters, située à proximité de la frontière suédoise. Il serait également possible d'élaborer un projet international visant à enlever les engins explosifs de l'archipel de Valaam, sanctuaire spirituel de la Russie.

36. La délégation russe est convaincue que le Protocole est appelé à jouer un rôle grandissant eu égard au grand nombre de conflits régionaux. C'est pourquoi elle est en faveur de son renforcement et de son universalisation.

37. M. SOČANAC (Croatie) rappelle que sa délégation s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne. La Croatie a subi le fléau des restes explosifs de guerre dus au conflit qui s'est déroulé au début des années 90. Deux cent trente-sept victimes de munitions en grappe ont été recensées, parmi lesquelles 206 ont été atteintes durant les bombardements eux-mêmes (9 morts et 197 blessés). Toutefois, il est probable que le nombre réel de victimes soit considérablement plus élevé, car le recensement des victimes ne couvre pas la période pendant laquelle les munitions en grappe ont été le plus utilisées ni celle qui a suivi immédiatement la pollution par ces munitions. Le nombre de munitions non explosées enlevées pendant le déminage du territoire croate (environ 44 000) est deux fois supérieur à celui des mines antipersonnel enlevées (environ 17 000).

38. Tout en reconnaissant les grandes qualités du Protocole, la Croatie aurait préféré que certaines de ses dispositions eussent été formulées de manière plus ferme et plus précise.

39. S'agissant de la création de la base de données, la Croatie attache une importance toute particulière à la communication et au stockage adéquats d'informations complètes relatives à l'enlèvement, au retrait ou à la destruction des restes explosifs de guerre; à l'enregistrement et à la transmission des données; à la coopération et à l'assistance; et aux mesures préventives générales, autant d'éléments essentiels à partir desquels a été élaboré le Protocole et sur lesquels repose son application. La Croatie soumettra certainement son rapport national avant la date qui sera fixée. La Croatie salue tout particulièrement les efforts déployés par le Service de l'action antimines des Nations Unies (UNMAS) en vue de développer le masque de saisie électronique qui permettra d'enregistrer et de conserver efficacement les données en rapport avec l'application de l'article 4 du Protocole. Cet outil aidera les Hautes Parties contractantes à

marquer, enlever, retirer ou détruire rapidement les restes explosifs de guerre, à assurer une sensibilisation aux risques et à fournir les informations nécessaires aux autorités qui contrôlent tel ou tel territoire et à la population civile. Il favorisera également la paix et la réconciliation après la cessation des hostilités.

40. La base de données séparée sur les restes explosifs de guerre devrait renforcer le droit pour chaque Haute Partie contractante de demander et recevoir une assistance. Elle devrait aussi permettre de jeter un pont entre les pays bénéficiaires et les pays donateurs. La délégation croate espère que cet outil ouvrira de nouvelles possibilités en ce qui concerne les soins à donner aux victimes des restes explosifs de guerre et leur réadaptation, ainsi que leur réinsertion sociale et économique. La Croatie soutient l'idée relative à la tenue de réunions informelles d'experts gouvernementaux à participation ouverte, qui seraient présidées par des coordonnateurs et viseraient à évaluer le fonctionnement de la base de données et du mécanisme d'établissement des rapports et serviraient de cadre pour la consultation et la coopération. Ces réunions contribueraient à améliorer la mise en œuvre du Protocole.

41. M. STREULI (Suisse) souligne que le Protocole V est le premier instrument multilatéral qui traite spécifiquement du problème posé par les restes explosifs de guerre. Aussi la Suisse – qui a ratifié le Protocole – salue-t-elle la tenue de cette première Conférence des Hautes Parties contractantes qui examinera pour la première fois la mise en œuvre et le fonctionnement du Protocole V dans une optique de protection de la population civile et de développement économique et social des États touchés.

42. Restent néanmoins deux défis majeurs. Premièrement, des mesures efficaces devront être prises afin de permettre la mise en œuvre du Protocole V et son application sur le terrain pour améliorer durablement la protection des populations civiles touchées par le fléau des restes explosifs de guerre. Deuxièmement, il faut œuvrer à l'universalisation du Protocole V, actuellement ratifié par 35 États. La Suisse espère que le nombre de nouvelles adhésions augmentera substantiellement dans les mois à venir et appelle les États parties à la Convention, qui n'ont pas encore ratifié le Protocole V, à le faire.

43. Enfin, la Suisse est prête à s'investir activement, tant sur le plan bilatéral que multilatéral en matière de coopération et d'assistance, comme le prévoient les articles 7 et 8 du Protocole V.

44. M. PETRITSCH (Autriche) indique que son pays souscrit entièrement à la déclaration faite par le représentant du Portugal au nom de l'Union européenne. L'Autriche estime que le Protocole V en particulier deviendra un instrument clef pour régler le problème des restes explosifs de guerre. Contrairement aux autres protocoles annexés à la Convention, il contient des dispositions concrètes en matière d'assistance aux victimes des restes explosifs de conflits armés, ce qui en fait un texte à caractère humanitaire.

45. L'Autriche a ratifié la Convention sur certaines armes classiques et les Protocoles I, II, III et IV y annexés. Elle a aussi l'honneur d'informer les participants à la Conférence que, le 1^{er} octobre 2007, elle a notifié au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dépositaire de la Convention, son consentement à être liée au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre.

46. M. LAASSEL (Observateur du Maroc) rappelle que le Royaume du Maroc, fervent défenseur des principes du droit international, notamment dans les domaines du désarmement et du droit humanitaire international, a été l'un des premiers signataires de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques ou comme frappant sans discrimination et des Protocoles II et IV y annexés et qu'il suit avec intérêt la mise en œuvre du Protocole V, entré en vigueur il y a seulement une année et qui a une portée plus générale que les autres protocoles.

47. Le Maroc est très sensible aux objectifs humanitaires visés par les dispositions de la Convention et des protocoles y annexés. La délégation marocaine saisit donc l'occasion qui lui est offerte pour annoncer l'intention du Royaume du Maroc d'adhérer aux Protocoles I, III et V. La procédure législative de ratification a été ouverte par les autorités marocaines compétentes.

48. Le Maroc salue en outre la décision prise par la Conférence d'examen d'harmoniser quant à la forme les rapports nationaux prévus au titre des Protocoles II et V, ce qui devrait alléger le fardeau qui pèse sur les États appelés ces dernières années à soumettre un nombre important de rapports nationaux, notamment dans le domaine du désarmement.

49. M. HEINEMANN (États-Unis d'Amérique) dit que son pays est impatient de ratifier le Protocole, dont il applique déjà les dispositions dans le cadre de ses interventions en situation d'après conflit. Les États-Unis considèrent en effet qu'il vaut mieux adopter une approche globale de l'impact des restes explosifs de guerre et répondre aux besoins des populations, plutôt que de lier l'assistance à l'élimination de certains types de munitions. À cet effet, ils fournissent de très nombreuses ressources aux opérations de déminage, de remise en état des infrastructures et de nettoyage des terres agricoles menées après des conflits. Depuis septembre 2006, le pays a ainsi consacré quelque 83,7 millions de dollars à l'action humanitaire antimines.

50. M. Heinemann propose par ailleurs d'apporter un certain nombre de modifications d'ordre rédactionnel au projet de décision (CCW/P.V/CONF/2007/CRP.1) à examiner lors de la séance suivante et invite les parties intéressées à se réunir en marge de la présente réunion aux fins de l'adoption d'un texte tout à fait clair dans l'après-midi.

51. M. BORISOVAS (Lituanie) dit que son pays souscrit pleinement à la déclaration faite par le représentant du Portugal au nom de l'Union européenne. Maintenant que le Protocole V sur les restes explosifs de guerre est entré en vigueur, il convient de s'entendre sur les modalités de sa mise en œuvre et de commencer à mettre rapidement en pratique ses dispositions.

52. La Lituanie appuie le projet de conclusions et de recommandations figurant dans le document CCW/P.V/CONF/2007/PC/3, notamment les recommandations visant à mettre en place un mécanisme de consultation et de coopération au titre des articles 7 et 8 du Protocole et à créer deux bases de données, l'une contenant certaines des informations présentées dans les rapports initiaux et les rapports annuels nationaux, l'autre consacrée aux restes explosifs de guerre existants, regroupant les demandes d'assistance faites au titre des articles 7 et 8.

53. La Lituanie a déjà, au niveau national, commencé à appliquer le Protocole: la Commission nationale de mise en œuvre du droit international humanitaire a notamment créé un groupe de travail interinstitutions ayant pour principales fonctions d'évaluer l'efficacité de la législation

nationale sur l'achat, le stockage, l'entreposage et la destruction des armes, ainsi que la pollution du territoire national par les restes explosifs de guerre et la législation applicable.

54. La Lituanie est d'avis que les mesures prises en matière d'enlèvement des restes explosifs de guerre, telles que définies dans le Protocole V, doivent être intégrées dans le concept général de la lutte antimines.

55. M. LI Song (Chine) dit que la Chine se félicite de l'entrée en vigueur du Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre et de ce qu'un nombre croissant de pays adhèrent ou souhaitent adhérer audit protocole. Il rappelle que son pays a participé activement aux négociations relatives au Protocole, qu'il appuie la déclaration sur l'entrée en vigueur du Protocole adoptée à la troisième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur certaines armes classiques et qu'il continuera à travailler, avec la communauté internationale, à la réalisation des buts et objectifs de la Convention et du Protocole et au renforcement constant de l'universalité et de l'efficacité de ce dernier. Le Gouvernement chinois continuera activement à faire progresser les procédures juridiques internes de ratification du Protocole en vue d'y adhérer le plus rapidement possible.

56. La Chine considère que le Protocole, instrument juridique international complet, applicable et adopté sur la base du consensus, établit un bon équilibre entre les besoins militaires et les préoccupations humanitaires et illustre à ce titre la réussite du processus de la Convention. Tous les États parties devraient s'acquitter des obligations qui leur incombent au titre du Protocole, notamment en ce qui concerne les mesures préventives générales, et promouvoir activement l'assistance et la coopération internationales aux fins de la prévention et de l'élimination des préjudices que causent les restes explosifs de guerre aux civils.

57. La Chine pense que le Protocole est appelé à jouer un rôle important dans la résolution des problèmes posés par les mines terrestres antivéhicule et les munitions en grappe susceptibles de devenir des restes explosifs de guerre. Elle se dit prête à renforcer les échanges de vues et la coopération avec les autres États parties à cet égard.

58. M. CHANG Dong-hee (République de Corée) dit que l'entrée en vigueur du Protocole V en novembre 2006 a marqué une date importante dans la protection des civils innocents et dans la gestion des conséquences inhumaines des armes que constituent les restes explosifs de guerre. Mettant actuellement la dernière main à sa procédure interne de ratification, la République de Corée espère pouvoir très bientôt rejoindre les 35 premiers États parties au Protocole.

59. M. PEREIRA GOMES (Portugal) souligne que le Portugal vient lui aussi d'achever son processus interne de ratification et que, dans les jours qui viennent, il devrait faire savoir au Secrétaire général qu'il accepte les obligations contraignantes découlant du Protocole V.

60. M. LAURIE (Service de l'action antimines de l'Organisation des Nations Unies) dit que si le Protocole V avait déjà été en vigueur pour les Parties à de récents conflits armés, des informations pertinentes sur l'utilisation ou la neutralisation des explosifs et munitions auraient déjà été enregistrées, conservées, partagées par de nombreux agents de l'action antimines chargés de mener des activités de sensibilisation aux risques, de marquage, d'installation de clôtures et de nettoyage des zones à risque. Beaucoup de souffrances auraient ainsi pu être

épargnées. Lorsque le Protocole V sera largement appliqué, en toute bonne foi, il améliorera très certainement la sécurité des populations civiles et des missions humanitaires après les conflits.

61. Le Service de l'action antimines de l'ONU félicite les 35 États qui ont exprimé leur consentement à être liés par le Protocole V et salue les efforts déployés par le Comité préparatoire en juin dernier pour engager le débat sur la manière de faciliter la mise en œuvre effective du traité ainsi que les recommandations qu'il a formulées à l'intention de cette première Conférence des Hautes Parties contractantes. Les rapports nationaux annuels sur la mise en œuvre des principales dispositions du Protocole V et la mise en place, sous l'égide du Bureau des affaires du désarmement de l'ONU, d'un site Web où l'on pourra consulter ces rapports, constituent des mesures de confiance et de transparence extrêmement importantes.

62. Bien que respectant complètement le fait que chaque Haute Partie contractante soit responsable de la mise en œuvre du Protocole V, le Service de l'action antimines de l'ONU estime qu'une base de données conçue pour recevoir les demandes d'assistance faciliterait la mise en œuvre des articles 7 et 8 du Protocole. Il se félicite de ce que les Hautes Parties contractantes au Protocole aient accueilli avec satisfaction le masque de saisie électronique qu'il a élaboré pour faciliter la mise en œuvre de l'article 4 au niveau national et se dit disposé à aider à l'amélioration de cet outil et à son application. En outre, la mise en place d'un mécanisme informel de consultation et de coopération, comportant par exemple des réunions d'experts à composition non limitée sur les différents aspects du traité, faciliterait grandement les échanges de vues sur la mise en œuvre effective du Protocole V.

63. Le Service de l'action antimines de l'ONU continuera de promouvoir l'adhésion universelle à la Convention sur certaines armes classiques et à tous ses protocoles et le respect de ces instruments par le biais de mesures de renforcement des capacités, de coopération technique et d'assistance au niveau national et régional.

64. M. HERBY (Comité international de la Croix-Rouge) déclare que la première Conférence est l'occasion de poursuivre les efforts pour mettre un terme aux souffrances causées par les restes explosifs de guerre, entamés par la communauté internationale plus de sept années auparavant et qui ont culminé avec l'adoption en novembre 2003 du Protocole V. Désormais contraignant pour 35 États parties, ce protocole renforce la Convention – c'est du reste sans doute à ce jour le projet le plus ambitieux entrepris par les États parties à la Convention. Il reste encore à en faire un instrument plus efficace sur le terrain. Les recommandations du Comité préparatoire et le document établi par le Président de la Conférence contiennent des propositions qui peuvent aller dans ce sens. Les obligations de présentation de rapports, les recommandations sur les échanges d'informations et la création d'une base de données sur les restes explosifs de guerre devraient faciliter la promotion et l'évaluation de la mise en œuvre du Protocole V. Le CICR se félicite tout particulièrement de la possibilité que soient organisées des réunions d'experts informelles pour se pencher sur les aspects opérationnels du Protocole. De telles réunions permettraient notamment d'identifier les mesures précises qui s'imposent à l'échelle nationale pour faire en sorte qu'un État impliqué dans un conflit armé ait les moyens d'assumer les obligations qui sont les siennes en vertu du Protocole. Elles pourraient aussi être l'occasion d'aborder ce qui est peut-être le thème le plus essentiel à court terme, à savoir les restes explosifs de guerre existants, et de confronter les besoins et les priorités d'assistance des pays concernés. Si elles s'avéraient efficaces, ces réunions pourraient aussi convaincre des États qui n'ont pas encore adhéré au Protocole et, plus généralement, à la Convention, de le faire.

65. En conclusion, M. Herby est convaincu que les décisions qui seront prises à la première Conférence dresseront le cadre de l'action future sur les restes explosifs de guerre et enverront un signal fort aux pays concernés, en particulier à leur population civile. Le CICR invite vivement tous les États qui ne sont pas encore liés par le Protocole, au premier rang desquels ceux qui ont participé à ses négociations, d'envisager de toute urgence d'y adhérer.

66. M. ORIFICI (Centre international de déminage humanitaire de Genève) rappelle que le Centre, dont la mission est d'œuvrer à la fois en faveur de l'élimination des mines antipersonnel et de la réduction de l'impact humanitaire des autres mines terrestres et restes explosifs de guerre, travaille depuis de nombreuses années sur tous les types de restes explosifs de guerre et leurs conséquences. Il a apporté et continuera d'apporter un appui technique indépendant et un soutien direct aux efforts déployés par la communauté internationale dans ce sens. Le Centre a ainsi présenté des études spécifiques au Coordonnateur néerlandais en novembre 2003. Maintenant que le Protocole V est entré en vigueur et que se pose la question de sa bonne application, il souhaite mettre ses instruments et son expérience à la disposition des États. Son logiciel IMSMA et son expérience des normes internationales de l'action antimines pourraient leur être particulièrement utiles.

67. Le Centre a en outre le plaisir de faire distribuer à toutes les délégations un projet de nouvelle étude intitulée «L'action antimines et la mise en œuvre du Protocole 5 relatif aux restes explosifs de guerre». Financé par les Pays-Bas, ce fascicule, qui contient des renseignements concrets destinés aux professionnels du secteur, est fondé sur les meilleures pratiques et les leçons tirées des quinze dernières années de travail sur le terrain. L'étude devrait être finalisée début 2008 compte dûment tenu des résultats de la présente Conférence et être disponible à la mi-2008.

68. Le PRÉSIDENT remercie le Centre international pour le déminage humanitaire de Genève de ce projet d'étude, dont il a déjà pris connaissance et qu'il juge des plus utiles.

69. M. GOOSE (Human Rights Watch) veut croire que le Protocole V contribuera de manière importante à faire prendre conscience que les restes de guerre doivent être enlevés aussi rapidement que possible, et que les utilisateurs ont à cet égard une responsabilité particulière même sur les territoires qu'ils ne contrôlent pas. Il regrette toutefois qu'il n'ait pas été fait état d'avancées dans les interventions faites depuis l'ouverture de cette première Conférence. Le Protocole ne pourra véritablement faire avancer les choses que si les États accroissent les ressources qu'ils allouent à l'enlèvement des restes explosifs de guerre ainsi qu'à la sensibilisation aux risques que présentent ces restes et à l'aide aux victimes et fournissent les informations et l'assistance nécessaires à leur enlèvement effectif.

70. Il est devenu évident au cours de l'année écoulée que le Protocole fait partie d'un arsenal de moyens de protection des populations pendant et après les conflits armés mais qu'il ne peut pas avoir d'impact sur l'emploi, la production, le stockage et le transfert des armes à sous-munitions. Ce problème est pourtant en passe d'être reconnu dans le monde entier, comme en témoigne le fait que cette journée ait été déclarée dans une quarantaine de pays Journée mondiale d'action contre les munitions en grappe, sous l'égide de la Cluster Munition Coalition. Pour l'heure, seul le Processus d'Oslo semble permettre de tenir compte de ces préoccupations et d'aboutir à une interdiction de l'emploi, de la production, du stockage et du transfert de ces armes. Avec l'élan donné par ce processus, d'aucuns veulent accorder une nouvelle chance à la

Convention sur certaines armes classiques et à ses protocoles. Le seul moyen d'éviter que cela ne conduise à des débats stériles, comme cela s'est produit pour les mines antivéhicule, serait de négocier un instrument d'interdiction juridiquement contraignant avec une date butoir pour l'achèvement des négociations, qui devrait être la fin 2008. Dans le cas contraire, les ONG et l'opinion publique concluraient à un échec.

71. M. LAZOVIC (Observateur de la Serbie) dit que la Serbie fait partie des pays qui souffrent énormément des ravages causés à la population civile par les restes explosifs de guerre. Elle a du reste accueilli la Conférence des États touchés par le problème des munitions en grappe, qui a été coorganisée avec la Norvège et le Programme des Nations Unies pour le développement et a réuni à Belgrade, les 3 et 4 octobre 2007, 23 des 26 pays touchés. Comme son ministre des affaires étrangères l'a annoncé à cette Conférence, la Serbie a l'intention d'adopter et de ratifier le Protocole V dans un futur proche et se réjouit à l'idée d'être dès lors à même d'apporter des contributions additionnelles à la communauté internationale dans le domaine de la sécurité de l'humanité.

EXAMEN DE L'ÉTAT ET DU FONCTIONNEMENT DU PROTOCOLE (point 11 de l'ordre du jour)

72. Le PRÉSIDENT rappelle que certains États ont été contraints de geler leur procédure nationale d'accession pendant près de deux ans en raison de contraintes techniques liées à la traduction en chinois, français, russe et espagnol du Protocole. Ces problèmes techniques étant résolus, chacun doit maintenant s'attacher à promouvoir une universalisation aussi rapide que possible de cet instrument, conformément à l'engagement politique pris avec l'adoption du Plan d'action visant à promouvoir l'universalité de la Convention et de ses protocoles. Dans cet esprit, le Président suggère que soit adoptée dans le document final de la Conférence une recommandation portant sur trois points: premièrement, l'exercice, par le Secrétaire général de l'ONU et le Président de la Conférence, de leur autorité pour atteindre l'objectif de l'universalité du Protocole V; deuxièmement, l'établissement d'un rapport par le Président à la soixante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies; troisièmement, une action concrète des Hautes Parties contractantes pour promouvoir les adhésions au Protocole V dans leurs régions respectives.

73. Constatant que cette suggestion ne soulève pas d'objection, le Président indique qu'un texte à cet effet sera distribué pour examen et adoption à la séance suivante.

EXAMEN DES QUESTIONS CONCERNANT L'APPLICATION NATIONALE DU PROTOCOLE, Y COMPRIS LA PRÉSENTATION OU LA MISE À JOUR DE RAPPORTS NATIONAUX ANNUELS (point 12 de l'ordre du jour)

PRÉPARATION DES CONFÉRENCES D'EXAMEN (point 13 de l'ordre du jour)

74. Le PRÉSIDENT note qu'aucune délégation ne souhaite intervenir au titre des points 12 et 13 de l'ordre du jour. Après avoir annoncé que les masques de saisie seront étudiés dans le cadre d'une réunion d'experts informelle et devraient pouvoir être approuvés à la deuxième Conférence, il déclare ainsi achevé l'examen des questions de fond.

La séance est levée à 12 h 25.